



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

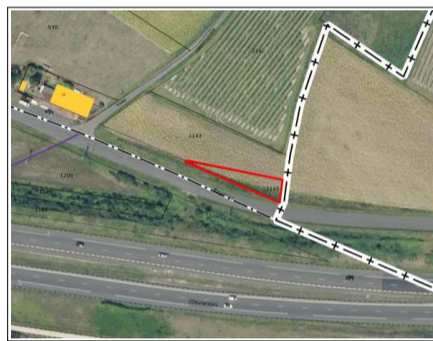


FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DOMAINE DE L'ÉTAT
AVIS D'APPEL A CANDIDATURES
CESSION DE PARCELLES NON BÂTIES**

La Direction Régionale des Finances Publiques de la Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde (Division Domaine) vend les parcelles non bâties ci-après désignées :

Département	Commune	Lieu-dit	Nature au cadastre	Références cadastrales	Contenance	Zonage PLU
16	BELLEVIGNE	les petits terriers	Terre	247 A 1142	0ha02a93ca	N
16	BELLEVIGNE	prairie du ne nonaville	Pré	247 A 1169	0ha15a11ca	N



Urbanisme : carte communale

Sur la parcelle 247 A 1169 :
Zone Natura 2000 « vallée du Né et ses affluents »
Zone naturelle d'intérêt écologique floristique et faunistique de type 2.

VENDEUR :

Direction Régionale des Finances Publiques de la Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde – PGD – 24 rue François de Sourdis – BP n°908 – 33 060 Bordeaux Cedex

MODALITÉS DE TRANSMISSION ET DE PRÉSENTATION DES OFFRES :

Les personnes intéressées devront manifester leur candidature et le montant de leur offre, par écrit à l'adresse du vendeur désigné ci-dessus et sous double enveloppe.

La date limite de réception des candidatures est fixée au : **30 juin 2021**

Ce pli est transmis, par lettre recommandée avec avis de réception, à l'adresse du vendeur.

Il contiendra une deuxième enveloppe cachetée portant la mention suivante:« Appel d'offres C-2020-08-AF- Ne pas ouvrir par le service du courrier »

Cette deuxième enveloppe comprendra l'ensemble du dossier de candidature : la désignation du bien mis en vente, un justificatif d'état civil complet du candidat et ses coordonnées mail et/ou téléphone (pouvoir et K-bis pour les sociétés), un justificatif de domicile et le prix proposé.

CONDITIONS PARTICULIÈRES :

L'ÉTAT CHOISIT LIBREMENT L'ACQUÉREUR EN FONCTION DES OFFRES REÇUES. SON CHOIX S'ORIENTE VERS LA PROPOSITION FINANCIÈREMENT LA PLUS AVANTAGEUSE AVEC COMME PRIX PLANCHER CELUI DE L'ÉVALUATION DOMANIALE (CONFIDENTIELLE), UNE PRIORITÉ EST DONNÉE AUX OFFRES PORTANT SUR LES DEUX PARCELLES.

Le présent appel d'offres ne revêt pas le caractère d'une adjudication. L'État se réserve le droit d'interrompre le processus de vente à tout moment sans que les candidats puissent demander une quelconque indemnisation. L'Administration se réserve une entière liberté d'appréciation à tous égards. Elle n'aura notamment pas à motiver une éventuelle décision de rejet.

En outre, l'acceptation d'une offre ne rendra pas la vente parfaite, le transfert de propriété étant subordonné à la signature de l'acte et au paiement du prix et sous réserve également de la purge des droits de préemption et de préférence éventuels.

À compter de la réception de la notification de l'acceptation de l'offre par le service du Domaine, le candidat retenu devra signer l'acte dans un délai maximum de six mois, à peine de nullité de l'opération de vente.

Le bien est vendu en l'état. Le candidat supportera les servitudes passives, apparentes ou non apparentes, continues ou discontinues, il profitera de celles actives, le tout dans la mesure où elles existent et résultent de loi ou de conventions.

Aucune condition suspensive ne sera admise.

Les frais d'enregistrement au service de publicité foncière seront à la charge de l'acquéreur.

RENSEIGNEMENTS :

Tous les renseignements pourront être obtenus auprès du service vendeur mentionné ci-dessus.

Téléphone : 05.56.90.77. 40

courriel : drfip33.pole-gestion-domaniale@dgif.finances.gouv.fr

www.cessions.immobilier-etat.gouv.fr